



NEMROD

Enjeux Contemporains de Défense et de Sécurité

Veille stratégique - Défense et Sécurité

SEMAINE DU 22 AU 28 AVRIL 2019

SOMMAIRE :

AFRIQUE	2
AMERIQUE - ETATS-UNIS	5
AMERIQUE LATINE	11
ASIE – PACIFIQUE	13
EUROPE	16
PROCHE & MOYEN ORIENT	19
RUSSIE	22



AFRIQUE

SAHEL : LE GENERAL CLEMENT-BOLLEE ALERTE CONTRE LE RISQUE D'UNE GUERRE INTERETHNIQUE

Le général de corps d'armée Bruno Clément-Bollée (2s), consultant en sécurité internationale, ancien Directeur de la coopération de sécurité et de défense au Quai d'Orsay et ex-commandant de l'opération Licorne et des Forces françaises en Côte d'Ivoire, tire le signal d'alarme quant à la situation sécuritaire au Sahel.

Dans une tribune diffusée par *L'Opinion* ainsi que sur *LinkedIn*, il alerte sur une crise qui est en train de changer de nature et d'échapper encore davantage aux acteurs régionaux. La tournure que prennent les rivalités « interethniques » au Mali, au Niger et au Burkina Faso est selon lui extrêmement inquiétante. Ces dernières pourraient « exploser à grande échelle » et le risque de contagion est réel dans la région (Togo, Bénin, Ghana, Côte d'Ivoire et Guinée).

Le général rappelle que les bilans sont désormais de plusieurs dizaines de tués à chaque événement et qu'il s'agit sans aucune ambiguïté de violences entre groupes ethniques sur fond de vengeances. Dans tous les cas, les États apparaissent toujours aussi absents. « Les forces armées locales et internationales sont incapables d'assumer l'ordre où que ce soit, qu'elles soient présentes ou non sur le lieu de l'événement. Pire, quand les forces locales sont présentes, elles ont pu donner parfois le sentiment d'être impliquées dans les violences d'une façon ou d'une autre. », analyse-t-il. Le général déplore aussi l'immobilisme des acteurs régionaux et internationaux « quoi que très présent[s] dans toute la zone (Alliance Sahel, Barkhane, G5 Sahel, Minusma, EUTM Mali, EUCAP Mali, EUTM Niger...), mais qui sont « étrangement silencieux » et semblent incapables « d'imaginer des réponses à hauteur du phénomène qui prend du volume ».

Le général n'hésite pas non plus à dénoncer l'inaction de la communauté internationale qui « comme à son habitude, constate, déplore, dénonce les faits passés, [...] [même si] aucune action n'est proposée pour tenter de prévenir le dérapage à grande échelle qui nous attend ».

GABON : LE CONTINGENT FRANÇAIS TEMPORAIREMENT RENFORCE



Ce vendredi 26 avril, l'État-major des armées a annoncé une remontée en puissance de la base française permanente à Libreville, au Gabon. À la suite de l'opération Serval, la voilure avait été réduite en 2014 au profit des Forces françaises en Côte d'Ivoire, devenu un hub régional pour les opérations au Sahel. Les « Forces françaises au Gabon » ont été rebaptisées en « éléments français au Gabon », et de 850 hommes en 2010, la présence est tombée aujourd'hui à 350 soldats. Les EFG ne constituent plus réellement un réservoir de forces prépositionnées en Afrique comme c'était le cas jusqu'aux années 2000, mais un « pôle opérationnel de coopération » (POC) à l'instar des Éléments français du Sénégal, à Dakar. Leur rôle officiel est de conduire des missions de formation et de coopération régionale auprès des armées africaines.

Or, il se trouve que les demandes de partenariats émises par les pays partenaires de la France en Afrique centrale ont considérablement significativement au cours de ces dernières années. L'EMA a ainsi annoncé que les EFG sont renforcés depuis le lundi 15 avril par le groupement tactique de partenariat militaire opérationnel (GT PMO). Composé de 158 militaires, ce détachement est armé par des hommes 501^e régiment de chars de combat basé à Mourmelon et le 16^e bataillon de chasseurs à pied stationné à Bitche, lesquels rejoignent temporairement les rangs du 6^e bataillon d'infanterie de marine, l'unité support des EFG.

BURKINA FASO : ATTAQUE TERRORISTE CONTRE UNE ECOLE

Le 26 avril dernier, une école de Maytagou dans la région de Koulpélogo au Centre-Est du Burkina Faso a été l'objet d'une attaque terroriste faisant six morts, dont cinq enseignants et un conseiller municipal.

L'attaque aurait été conduite par des hommes armés à moto et se serait déroulé dans la cour de l'école. Selon une source administrative, l'école avait déjà fait l'objet de visites d'hommes en armes par le passé. Toutefois, cette dernière qui avait fermé ses portes du fait de l'insécurité croissante que connaît la région depuis le début de l'année avait décidé de les rouvrir en raison des opérations de sécurisation du territoire conduite par l'armée nationale.

Depuis le début du mois de mars, les forces armées nationales burkinabè tentent en effet de sécuriser les régions Est et Centre-Est dans le cadre de l'opération antiterroriste Otapuanou. L'attaque de vendredi illustre à cet égard l'importance de la tâche qu'il reste encore à accomplir.



Pour rappel, le 19 avril dernier s'était tenu la première session du comité national de coordination des actions du G5 Sahel à Ouagadougou. Depuis le 5 février dernier, la présidence de la force conjointe antiterroriste du G5 Sahel revient en effet au Burkina Faso, en dépit de l'importante crise sécuritaire auquel le pays est confronté.

TOGO : ARRESTATION PRESUMEE D'UNE VINGTAINE DJIHADISTES

Selon RFI, le Togo aurait arrêté des djihadistes au nord de son territoire. Les terroristes étaient une vingtaine à motos accompagnés de mineurs. En provenance du Burkina Faso, ils ont été interpellés (sans que l'on ne puisse déterminer le lieu ni la date) et renvoyés de l'autre côté de la frontière.

Bien que l'État togolais n'ait pas confirmé cette information, on peut légitimement supposer une pression djihadiste à la frontière nord. En décembre 2018 un italien et une canadienne avaient été enlevés alors qu'ils traversaient en voiture la frontière avec le Burkina Faso pour rejoindre le Togo. En février, un prêtre espagnol et quatre douaniers ont également été tués lors d'une attaque attribuée aux djihadistes entre le Togo et le Burkina Faso. Depuis début 2019, la possibilité d'une présence djihadiste s'est accentuée, avec le lancement de l'opération Otapuanu (« la foudre »).

Déclenchée le 8 mars 2019 par les militaires burkinabè, elle a pour but de sécuriser les régions du Centre-Est et de l'Est. Elle a notamment permis d'arrêter le chef djihadiste Oumarou Diallo, l'un des premiers à s'être installé dans l'Est du Burkina. Après avoir été interrogé, il a révélé sa volonté de mettre en place des réseaux dans les pays frontaliers au sud du Burkina. En réaction, le Bénin a mis en place l'opération Djidjoho menée du 18 au 22 avril dans la zone frontalière avec le Burkina. Là aussi, elle a permis l'arrestation de plusieurs djihadistes présumés dans les parcs de la W et de la Pendjari, lieux particulièrement prisés par les touristes occidentaux. Face à cette pression venant de l'Est, les djihadistes peuvent voir dans les pays du Golfe de Guinée l'opportunité d'une retraite. Le Togo, régime dont la tradition militaire est toujours prégnante, a déployé plusieurs contingents pour protéger sa frontière septentrionale.



AMERIQUE - ETATS-UNIS

PATRICK SHANAHAN BLANCHI PAR L'ENQUETE DU PENTAGONE

L'Inspecteur général du Pentagone a rendu les conclusions de son enquête sur le risque de conflits d'intérêt concernant le Secrétaire à la Défense par intérim Patrick Shanahan. Ce dernier a en effet effectué l'essentiel de sa carrière professionnelle au sein du géant de l'industrie aéronautique *Boeing*, suscitant l'inquiétude de plusieurs élus, en particulier Elizabeth Warren, représentante démocrate du Massachusetts et membre du *Senate Armed Services Committee*. L'enquête a porté sur cinq chefs d'accusation relevant de potentielles violations des engagements éthiques signés par Patrick Shanahan lors de sa prise de fonctions. L'ensemble des hauts dirigeants militaires et civils du Pentagone a notamment été entendu et seule la secrétaire à l'*Air Force* Heather Wilson, sur le départ, avait émis des doutes quant au respect des obligations éthiques du Secrétaire à la Défense, le reste des personnes interrogées témoignant à l'inverse de la volonté de Patrick Shanahan d'éviter les situations de potentiel conflit d'intérêt, à l'instar du Chef d'Etat-Major de l'*USAF* David Goldfein. Le rapport de l'Inspecteur général, rendu jeudi 25, conclut à l'absence de preuve de favoritisme envers *Boeing* par le Secrétaire à la Défense et au respect par ce dernier de ses engagements en matière d'éthique. Cette conclusion est significative dans la mesure où elle pourrait constituer un pas vers la confirmation de Patrick Shanahan à titre permanent, mettant un terme à une situation inédite, facteur d'instabilité et d'incertitude au sein du Pentagone.

IRAN : LES DEPUTES VOTENT UNE LOI DESIGNANT L'ENSEMBLE DES FORCES AMERICAINES COMME TERRORISTES

Cette semaine, les parlementaires de Téhéran ont voté sur une proposition de loi qui a été approuvée par 173 députés sur 215 présents - 290 en session complète, qui désigne l'ensemble des forces militaires américaines comme des forces terroristes. Ce texte est une réponse à l'administration du président Trump qui, un peu plus tôt dans le mois, avait déclaré que les Gardiens de la révolution islamique en Iran (les *Pasdaran*) étaient considérés comme une force terroriste. Ce projet de loi survient dans un contexte de tensions très fortes entre Téhéran et Washington,



en effet les Etats-Unis ont annoncé qu'aucun pays achetant du pétrole iranien ne serait exempté de sanctions américaines.

La présente loi avalise le statut qui avait été décidé pour les forces relevant du *Central Command (CENTCOM)*, le commandement en charge des opérations militaires américaines au Moyen-Orient et en Asie centrale ; en effet le *Majlis*, l'assemblée consultative islamique iranienne, avait désigné un peu plus tôt dans le mois toutes les forces du *CENTCOM* comme des forces terroristes. Toute aide, tant militaire que civile, apportée aux forces américaines, est sanctionnée par l'Iran, aide considérée comme une action terroriste à l'encontre du régime d'Hassan Rohani. Les députés, à l'occasion de la promulgation de cette loi, ont demandé que les services secrets iraniens fassent parvenir au gouvernement une liste de tous les décideurs du *CENTCOM* pour que la justice iranienne puisse les poursuivre au motif qu'ils sont des terroristes et ainsi les condamner à l'issue de la procédure. La proposition de loi demande aussi que le gouvernement iranien prenne des actions contre les Etats qui ont soutenu la déclaration de l'administration du président Trump, désignant les *Pasdaran* comme une organisation terroriste, à l'instar de l'Arabie Saoudite, d'Israël et de Bahreïn.

Dans cette escalade des tensions, la proposition de loi iranienne risque d'entraver la coopération militaire et diplomatique américaine menée dans des pays tels que l'Irak ou le Liban, où l'influence des *Pasdaran* est significative.

AFGHANISTAN : L'EVALUATION DE L'ACTION AMERICAINE DE PLUS EN PLUS ARDUE

John F. Sopko, l'actuel *SIGAR* (Inspecteur spécial pour la reconstruction de l'Afghanistan) s'est exprimé mercredi en vue de la publication prochaine de son rapport trimestriel sur la situation en Afghanistan. Les conclusions de cette étude sont plutôt sombres, soulignant le bilan mitigé, si ce n'est l'échec de la campagne de frappes aériennes contre les réseaux de narcotrafic visant à assécher les flux financiers alimentant les ressources des Talibans, ainsi que la difficulté à évaluer les résultats des opérations américaines du fait de la politique de classification qui rend inaccessible un certain nombre de données. Le *SIGAR* pointe également l'efficacité des forces spéciales afghanes (*ANA Commandos* et leur volet aérien, le *Special Mission Wing* afghan), (formés par des instructeurs occidentaux issus des forces spéciales américaines, canadiennes et françaises notamment) qui seraient à l'origine de l'essentiel des succès tactiques de l'armée afghane, mais dont la contrepartie inquiétante est leur surutilisation qui pose la question de la durabilité de ce modèle et de la faiblesse opérationnelle des forces conventionnelles de sécurité et de défense afghanes.



JAPON : UNE CYBERATTAQUE POURRAIT ENTRAÎNER UNE REPONSE AMERICAINE

Dans le cadre d'une rencontre bilatérale de haut niveau entre le Secrétaire d'Etat Mike Pompeo, le Secrétaire à la Défense par intérim Patrick Shanahan et leurs homologues japonais (respectivement Taro Kono et Takeshi Iwaya), le premier, dans une déclaration conjointe, a affirmé que, dans certaines circonstances et en vertu de l'article 5 du traité bilatéral sur la sécurité, une cyberattaque pourrait être considérée comme une attaque armée et faire l'objet d'une réponse américaine. Cette déclaration maintient le flou sur la nature des circonstances dans lesquelles une cyberattaque serait assimilée à une attaque armée, ni les modalités d'une éventuelle réponse américaine. Le Secrétaire d'Etat a souligné la nécessité pour Tokyo et Washington de coopérer pour « protéger les informations classifiées, maintenir [leur] supériorité technologique et préserver [leurs] avantages partagés en matière de défense et d'économie du vol et de l'exploitation ».

Le Japon, particulièrement inquiet de la montée en puissance militaire chinoise et des revendications territoriales de Pékin dans la région, faisait pression sur Washington pour que les Etats-Unis étendent le champ de l'article 5 aux cyberattaques. Il semblerait que ces derniers y aient consenti, sans pour autant s'engager en termes précis, ce qui s'explique par la nécessité de maintenir un certain flou afin de garantir l'efficacité de la dissuasion apportée par Washington.

INDE : PREMIER EXERCICE BILATERAL DE LUTTE ANTI SOUS-MARINE (ASM)

Courant avril, l'Inde et les Etats-Unis ont conduit une opération conjointe de lutte anti-sous-marine ayant pour principal objet l'entraînement à la détection des sous-marins chinois. Cet exercice fait suite à l'accord signé le 6 septembre 2018 entre New Delhi et Washington, sous le nom de *COMCASA (Communications Compatibility and Security Agreement)*, un accord majeur de défense. Il facilite les opérations conjointes entre forces armées des États parties, il permet aussi la vente de matériel militaire de haute technologie. Une des clauses majeures est la possibilité pour les Etats-Unis de transmettre des renseignements en temps réel au commandement indien par le biais de voies de communication sécurisées. L'enjeu de ces communications est de pouvoir transmettre des informations sur les mouvements ou opérations maritimes menés par des forces armées d'autres pays que l'Inde ou les Etats-Unis, notamment de surveiller les mouvements maritimes chinois.



En effet, les sous-marins chinois sont soumis à une vigilance renforcée, Harry Harris, ancien officier de la *Navy* et ancien commandant du *Pacific Command*, actuel ambassadeur américain en Corée, déclare en 2017 que les Etats-Unis et l'Inde travaillent ensemble pour que l'Inde puisse surveiller en partenariat avec les Etats-Unis les activités maritimes chinoises. Il ajoute que « les sous-marins chinois sont clairement un objet de litige et nous savons qu'ils conduisent des opérations dans la région ».

Cette opération qui s'est déroulée dans l'océan Indien est le premier exercice d'ASM mené depuis la signature de l'accord. Des *P-8 MMA (Multimission Maritime Aircraft)*, des avions de lutte ASM américains et indiens, ont effectué des patrouilles dans les airs accompagnés en surface par des destroyers de combat américains de type *Arleigh Burke*.

Enfin, en matière d'industrie de défense, l'accord *COMCASA* semble être opérationnel ; plus tôt dans le mois, les Etats-Unis ont vendu une vingtaine d'hélicoptères ASM, les *SH-60 Seahawk*, pour 2,6 milliards de dollars.

COREE DU SUD : EXERCICE AERIEN BILATERAL

Les Etats-Unis et la Corée du Sud ont lancé lundi 22 une série d'entraînements aériens bilatéraux qui prendront place durant deux semaines. Cet exercice participe de la dynamique d'annulation et de réduction de l'ampleur des exercices bilatéraux sur la péninsule, initiée par Donald Trump suite à sa rencontre avec le dirigeant nord-coréen le 12 juin dernier. En effet, cette série de manœuvres remplace l'exercice *Max Thunder*, qui se tient traditionnellement au printemps et constitue l'un des plus importants exercices aériens bilatéraux conduits sur la péninsule. L'enjeu pour Washington et Séoul est de démontrer leur bonne volonté à Pyongyang en vue de faire progresser les négociations sur la dénucléarisation de la péninsule, en essayant de maintenir une certaine préparation opérationnelle des forces américaines et sud-coréennes.

GRECE : VERS UN ACCROISSEMENT DE LA PRESENCE MILITAIRE AMERICAINE ?

Depuis mai dernier, deux drones américains de type *MQ-9 Reaper* basés en Afrique (probablement sur la base d'Agadez au Niger qui fait l'objet de travaux) opèrent en fait depuis la base grecque de Larissa, à proximité de la mer Egée. Ce déploiement fait l'objet de discussions entre Washington et Athènes sur les modalités futures de



la présence militaire américaine dans le pays. En effet, l'accord qui entérine la mise en œuvre de drones américains depuis la base grecque arrive à son terme en août, posant la question de la suite qui y sera apportée. La presse grecque fait état d'une ouverture d'Athènes à une présence accrue des forces américaines dans le pays, avec l'évocation du stationnement de ravitailleurs en vol *KC-135*. En octobre dernier, lors d'une rencontre entre l'ancien Secrétaire à la Défense James Mattis et son homologue grec Panagiotis Kammenos, ce dernier s'était montré très ouvert à une présence accrue et plus durable des forces américaines, et ce sur plusieurs bases militaires grecques (non seulement la base aérienne de Larissa, mais également la base terrestre d'Alexandroupoli et la base navale de la baie de Souda en Crète). Néanmoins, cette ouverture ne s'est, jusqu'ici, traduite par aucun engagement formel.

Le déploiement actuel des *Reaper*, qui a vocation à n'être que temporaire, permet aux forces américaines de conduire des opérations de surveillance non armée en mer Méditerranée et en mer Noire tout en conservant une proximité avec le Levant et la Libye. Il est significatif dans la mesure où il s'agit de la première fois que des appareils américains dédiés à l'ISR sont déployés en Grèce, a fortiori dans un contexte où la relation entre Washington et Ankara est mise à mal par la décision turque d'acquiescer le système de défense antiaérienne russe *S-400*, incompatible avec la livraison de *F-35*.

LOCKHEED MARTIN TRAVAILLE SUR PLUSIEURS PROJETS D'ARMES HYPERSONIQUES

Le géant de l'industrie de défense américaine *Lockheed Martin* a annoncé que ses équipes travaillaient sur plusieurs contrats passés avec le Pentagone pour le développement de technologies hypersoniques. L'ensemble de ces contrats porte sur un montant de 2,5Mds\$. Le développement de telles armes constitue une priorité majeure pour le Département de la Défense qui s'inquiète du retard croissant pris par les Etats-Unis à l'égard de la Russie et de la Chine dans ce domaine. Le dernier programme américain en la matière émane de la *Navy (Strategic Systems Programs)* qui a conclu en février un contrat d'un montant de 800M\$ avec *Lockheed Martin* pour le développement d'un système dit *Intermediate Range Conventional Strike Weapon System*, premier pas vers le développement d'un planeur hypersonique pouvant servir de base pour les futurs systèmes d'armes hypersoniques des différentes Armées à partir de 2025.

US AIR FORCE : REVUE DES CAPACITES DE GUERRE ELECTRONIQUE



Alors que les enjeux en matière de guerre électronique ne cessent de croître, comme le montre l'activité russe en Ukraine ou en Syrie, l'*US Air Force* a lancé une étude d'ampleur visant à recenser l'ensemble de ses capacités et technologies de guerre électronique. L'enjeu de cette étude, appelée *EW Enterprise Capability Collaboration Team* est de disposer d'un état des lieux des moyens de l'*USAF* et d'identifier, le cas échéant, un certain nombre de lacunes capacitaires qui constitueront autant d'axes d'effort.

INDUSTRIE- *US ARMY* : POINT DE SITUATION

L'activité de l'*US Army* en matière de défense est intense cette semaine, en voici les principaux axes d'effort :

- L'*US Army* a annoncé mardi avoir retenu cinq industriels sur les huit qui s'étaient proposés dans le cadre de son programme de futur hélicoptère de reconnaissance et d'attaque (*FARA*), qui s'inscrit dans le cadre plus large du programme *Future Vertical Lift (FVL)* de renouvellement de la flotte d'hélicoptères de transport et de combat de l'*Army*. Ces cinq entreprises sont en lice pour une phase de conception répondant au cahier des charges de l'*Army*, à l'issue de laquelle seules deux seront retenues pour élaborer un prototype. Les industriels sélectionnés sont : *AVX Aircraft Co*, allié pour l'occasion avec *L-3 Communications Integrated Systems* ; *Bell Helicopter* ; *Boeing* ; *Karem Aircraft* et *Sikorsky (Lockheed Martin)*.
- Dans le cadre de la montée en puissance de l'enjeu du combat en milieu souterrain, l'*US Army* a également lancé un appel d'offres pour une technologie portable permettant de cartographier des galeries souterraines à distance, que ce soit un robot terrestre ou un drone. Les industriels ont un mois pour soumettre un projet ou un produit déjà existant.
- Par ailleurs, alors que la menace que fait peser l'usage de drones légers convertis en bombes volantes ne cesse de se renforcer pour les forces terrestres, l'*US Army* a publié un appel d'offres pour un système de détection anti-drones qui équipera l'ensemble de sa flotte de véhicules terrestres. Le cahier des charges de l'*Army* est exigeant : le système devra couvrir un champ de 360 degrés, être en mesure de suivre 10 cibles simultanément à environ 3km et disposer d'une grande précision (1 erreur pour 100 cibles détectées); ainsi qu'être en mesure d'opérer de jour, de nuit et dans quasi toutes les conditions météorologiques.



AMERIQUE LATINE

ARGENTINE : VENTE D'AVIONS D'ENTRAINEMENT *PAMPA III* A LA BOLIVIE

Cette semaine, Evo Morales, le chef d'Etat bolivien s'est rendu en visite officielle à Buenos Aires, où il a rencontré Mauricio Macri, le Président argentin. Les deux chefs d'Etat avaient conclu un partenariat stratégique et énergétique en mars dernier, comprenant des exportations boliviennes de gaz et la vente pour 15 millions d'euros d'avions d'entraînement *Pampa III*. A cette occasion, a été confirmée l'avancée des négociations dans la commercialisation de gaz bolivien en Argentine par le truchement de la compagnie YPFB (*Oifields Fiscales Bolivianos*). Quant aux *LA-63 Pampa III*, ces avions d'entraînement et de combat atteignent 880 km/h, peuvent être armés d'un canon *Defa-Giat 554* de 30mm et disposent de cinq points d'emport externes pour des missions d'appui-feu.

MEXIQUE : TENUE DU SALON DE L'AERONAUTIQUE *FAMEX* A SANTA LUCIA

Le salon de l'aéronautique *FAMEX* s'est tenu cette semaine à Santa Lucia (Mexique), où étaient invitées les firmes *Thalès* (France) et *Indra* (Espagne). A cette occasion, ont été présentées les nouvelles acquisitions mexicaines dans le cadre de son partenariat avec *Indra*, en vue d'une interopérabilité renforcée de des trois composantes de sa défense : Terre, Mer, Air, auxquelles s'ajoutent l'Espace et le Cyberspace.

Les trois produits phares du salon concernent les champs du contrôle et de la gestion de données aériennes, civiles et militaires. Le nouveau radar *RLT-20* tend à remplacer la deuxième génération des *Lanza 3D* détenus par la défense mexicaine. Perfectionnés, ils résistent davantage aux conditions météorologiques et possèdent un système anti-interférences abouti. Ont également été présentés des systèmes de gestion du champ de bataille (*BMS - Battlefield Management System*) et des systèmes de liaisons de données tactiques. Ces outils faciliteront le contrôle et le commandement des forces terrestres et aériennes en leur garantissant une vision globale, par la mutualisation des informations nécessaires aux différentes unités de terrain.



Un système anti-drones « *anti RPAS Multisensor system* » a également été acquis par les forces mexicaines, en vue de protéger les sites sensibles mexicains - aéroports, centrales électriques, bases militaires. Il est composé d'un système de reconnaissance, de détection et de brouillage.

Enfin, le dernier volet que développe la firme dans la région est le système de gestion du trafic aérien (*ATM – Air Traffic Management*). Un volet civil dont *Indra* est le leader mondial, en effet, 85% du marché mondial en matière d'*ATM* a été remporté par l'entreprise.

BRESIL : CALENDRIER DE LA MISE EN SERVICE DES SOUS-MARINS DU PROGRAMME *PROSUB*

Le 27 avril, a été livrée la première section du sous-marin brésilien *Humaita* (*S-BR-2/ S-41*) au chantier naval d'Itaguai (État de Rio) deuxième des quatre sous-marins de type *Scorpène* commandés par la Marine brésilienne, dans le cadre du programme *PROSUB* (partenariat stratégique franco-brésilien signé en 2009 entre *Naval Group* et *Itaguai Construções Navais*, portant sur la construction pour 6,7 milliards d'euros de quatre *Scorpène* sous licence et sur une assistance française pour le développement d'un SNA ; le tout avec un transfert complet de compétences et technologies). Les quatre autres sections seront transférées fin juin, assemblées et reliées à celle déjà livrée. Deux sous-marins sur quatre ont été assemblés ou sont en cours d'assemblage (*S-40 Riachuelo* et *S-41 Humaita*) et l'ensemble de la classe devrait être achevé d'ici 2023, selon les chantiers navals d'Itaguai.

Si le programme doit se terminer par la construction d'un sous-marin à propulsion nucléaire (*SN-BR*) qui prendra le nom d'Alvaro Alberto, l'amiral brésilien pionnier dans la technologie nucléaire, le premier sous-marin d'attaque de type *Scorpène*, le *S-40 Riachuelo* a été lancé le 14 décembre dernier et a débuté ses essais à la mer dès le début de l'année, le *S-41 Hamaita* devrait être lancé en 2020, puis viendront ensuite le *S-42 Toneleiro* et le *S-43 Angostura* jusqu'à 2023.



ASIE – PACIFIQUE

JAPON - LE LIVRE BLEU DE LA DIPLOMATIE POUR 2019, REFLET D'UNE ANNEE RICHE EN DEVELOPPEMENTS

Le Livre bleu de la diplomatie pour 2019, rapport annuel du ministère des Affaires étrangères japonais, a été présenté cette semaine. Plusieurs éléments sont à noter, au premier rang desquels l'évolution du langage utilisé au sujet de la Corée du Nord et de la Russie. Concernant Pyongyang, la mention d'une « pression maximale par tous les moyens » a été abandonnée, dans la lignée des efforts du Premier ministre Shinzo Abe pour faire progresser le dossier nord-coréen sous son mandat, notamment sur la question des enlèvements de Japonais dans les années 1980. Selon Yoshide Suga, Secrétaire général du Cabinet et porte-parole du gouvernement, ce changement dans les termes employés reflète les avancées de l'année écoulée avec la tenue de deux sommets entre Kim Jong Un et Donald Trump. Au sujet de la Russie, la question de la souveraineté japonaise sur les quatre îles Kouriles au cœur d'un conflit territorial n'est plus évoquée directement. Le document se contente de mentionner que les deux pays travaillent ensemble pour trouver un accord. Abe avait en effet pour objectif de parvenir à un accord avec Vladimir Poutine pour la restitution de deux îles à l'occasion du G20 d'Osaka en juin bien que les maigres résultats des précédentes rencontres nippo-russes semblent avoir compromis cette démarche. La relation bilatérale entre le Japon et la Corée du Sud, où les incidents se sont succédés ces derniers mois, est pour sa part qualifiée d'« extrêmement tendue » par le ministère des Affaires étrangères. Le document reconnaît aussi le retour à la normale des relations avec la Chine tout en insistant sur l'importance de renforcer l'alliance nippo-américaine dans un contexte de stabilité régionale incertaine.

CHINE - PROTESTATION DU MINISTERE DE LA DEFENSE CHINOIS APRES LE PASSAGE DU VENDEMAIRE DANS LE DETROIT DE TAIWAN

Le ministère de la Défense chinois a adressé une protestation officielle à la France à l'occasion du passage de la frégate Vendémiaire dans le détroit de Taiwan le 6 avril. La Chine a, en réponse, envoyé des bateaux de guerre pour lui intimer l'ordre de partir. L'information, issue d'une source américaine, n'a été diffusée que cette semaine par l'agence Reuters avant d'être confirmée par le porte-parole du



ministère de la Défense chinois. Selon l'AFP, Paris a annoncé être en contact étroit avec la Chine et a assuré que le Vendémiaire avait bien respecté le droit de la mer sans toutefois donner plus d'informations sur l'origine de l'incident. La frégate était par ailleurs absente de la parade navale du 70^{ème} anniversaire de l'armée chinoise mardi, Reuters y voyant une mesure de représailles ce que n'a pas confirmé la France. Le passage dans le détroit de Taïwan est libre, ce qui n'empêche pas Pékin de le revendiquer en accord avec la vision du PCC d'une appartenance de Taïwan à une Chine unique et à l'activisme maritime chinois dans la zone pour s'assurer une capacité de contrôle et d'interdiction de circulation dans son environnement proche. Taïwan est par ailleurs au centre de l'attention depuis le début de l'année pour beaucoup d'observateurs qui y voient l'origine potentielle d'un conflit armé entre la Chine et les Etats-Unis. Si les Etats-Unis, qui conduisent régulièrement des missions FONOP (pour *Freedom of navigation*) en mer de Chine, sont des habitués des protestations chinoises, le ciblage officiel d'un navire français est suffisamment rare pour être souligné.

COREE DU NORD - PREMIER SOMMET ENTRE KIM JONG UN ET VLADIMIR POUTINE

Le 25 avril s'est tenu à Vladivostok le premier sommet entre la Russie et la Corée du Nord depuis l'arrivée au pouvoir de Kim Jong Un en 2011. Il s'agissait pour le dirigeant nord-coréen de montrer qu'il disposait d'autres alliés que la Chine et éventuellement d'obtenir une aide économique ou un moyen de contourner une sanction des Nations Unies de 2017 ordonnant le départ des quelques 10 000 travailleurs nord-coréens en Russie afin de tarir les sources de financement de Pyongyang. Pour la Russie, ce rapprochement avec la Corée du Nord, longtemps espéré par Vladimir Poutine, permet surtout de se repositionner sur le dossier nucléaire nord-coréen. Bien qu'ayant été un membre des pourparlers à six pour la dénucléarisation de la Corée du Nord, la Russie a été depuis la fin de ces discussions en 2009 relativement discrète sur le sujet alors que Kim Jong Un a récemment multiplié les initiatives d'ouverture diplomatique incluant quatre sommets avec la Chine, trois avec la Corée du Sud et deux avec les Etats-Unis. A l'issue de sa rencontre avec Kim Jong Un, Vladimir Poutine a annoncé que la Corée du Nord était prête à se dénucléariser à condition de bénéficier au préalable de solides garanties de sécurité, une position déjà mise en avant ces dernières semaines par le dirigeant nord-coréen.



JAPON - GRANDE TOURNEE POUR SHINZO ABE EN AMONT DU G20 D'OSAKA

Shinzo Abe a entrepris cette semaine une grande tournée occidentale pour s'assurer de la réussite des discussions au sein du prochain G20 les 28 et 29 juin à Osaka. L'étape parisienne a ainsi été l'occasion pour le Premier ministre d'évoquer avec Emmanuel Macron le grand dossier du maintien du libre-échange dans un contexte de guerre commerciale sino-américaine, un plan d'action pour avancer dans les relations industrielles, d'innovation et de sécurité ainsi qu'une possible escale du porte-avions Charles de Gaulle au Japon. A Washington, Shinzo Abe a évoqué un accord limité d'ouverture du marché japonais aux exportations agricoles américaines alors que l'administration Trump agite depuis quelques mois la menace d'un droit de douane supplémentaire à l'importation de 25% pour les véhicules japonais en plus des mesures déjà entrées en vigueur ciblant l'acier et l'aluminium. L'importance pour les Etats-Unis de l'alliance avec le Japon, qui accueille près de 50 000 militaires américains sur son territoire, a également été évoquée malgré une préférence certaine du président américain pour les questions de déficit commercial. Donald Trump est désormais attendu en mai à Tokyo où il sera le premier chef d'Etat étranger à rencontrer le nouvel empereur Naruhito qui montera sur le trône cette semaine, marquant le début de la nouvelle ère Reiwa.



EUROPE

INAUGURATION DU CLUSTER D'INNOVATION TERRESTRE : LAHITOLLE

La direction générale des armements techniques terrestres (DGA TT) a inauguré le jeudi 25 avril le cluster d'innovation dans le domaine terrestre surnommé LAHITOLLE, du nom d'Henry Périer de Lahitolle, qui avait en 1875 mis au point le premier canon en acier français, le canon Lahitolle 95 mm.

Comme le rapporte la dernière synthèse d'actualité du ministère des Armées, les clusters sont des “réseaux d'entreprises fortement ancrés localement, souvent sur un même créneau de production et opérant dans une même filière”. Cette réunion d'acteurs locaux, entreprises, laboratoires et centres de recherches, permet de fédérer et de susciter l'innovation avec le tissu économique local, en appui de l'Agence de l'innovation de défense (AID).

Le cluster LAHITOLLE fait suite au Groupe d'Innovation pour la Maîtrise Navale en Opérations par la Technologie et l'Expérimentation (GIMNOTE), inauguré en décembre 2018, ainsi qu'un cluster dans le domaine de défense NRBC (arme nucléaire, radiologique, biologique et chimique) et, enfin, au troisième cluster fondé le 3 avril 2019 dédié à l'innovation dans le domaine des opérations navales : le cluster ORION.

Le cluster LAHITOLLE, qui est donc le quatrième, a fait l'objet de la signature d'une convention de partenariat entre la DGA et la communauté de Bourges Plus. Celle-ci vise à “mettre en place les conditions d'une coopération portée par la DGA Technique terrestres et le centre de ressources des industries de la défense (CID), précise le ministère des Armées.



SUEDE : LA SUEDE REMILITARISE L'ILE BALTE DE GOTLAND

La Suède, qui avait décidé en 2016 de repositionner des soldats sur l'île de Gotland, située entre le territoire principal de la Suède et les trois pays baltes, a choisi d'y faire monter en puissance son dispositif défensif. Elle est en cours de reconstruction d'un régiment qui avait été précédemment dissous en 2005, conséquence des réductions des budgets alloués à la défense à la suite de la chute de l'URSS.

Cette montée en puissance s'inscrit dans une série d'annonces touchant à la défense depuis quelques mois, avec notamment la réintroduction partielle d'un service militaire en 2017. En effet, la Suède s'inquiète des manoeuvres russes à proximité, d'autant plus depuis l'annexion de la Crimée en 2014. Pour mémoire, la Suède, bien que membre de l'Union européenne, ne fait pas partie de l'OTAN ; elle ne peut donc pas s'appuyer sur l'article 5 de la charte qui prévoit une assistance militaire mutuelle en cas d'agression d'un de ses membres. Mais la Suède collabore régulièrement avec les forces de l'OTAN grâce à des exercices militaires communs.

Toutefois, bien que l'île de Gotland soit stratégique, puisqu'elle constitue un verrou sur le sud de la mer Baltique, le déploiement est militairement symbolique - quelques centaines d'hommes.

BELGIQUE : LES QUATRE PREMIERS F-35 SERONT LIVRES EN 2025

A la fin de l'année 2018, le Parlement belge a approuvé l'achat de 34 avions F-35 pour un montant de 4,011 milliards d'euros ; d'après une annonce du ministre de la défense belge Didier Reynders, les quatre premiers appareils seront livrés en 2025, soit deux ans plus tard que la date initialement prévue. Outre la Belgique, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, le Danemark, la Norvège et l'Italie font partie en Europe du programme F-35. Les appareils commandés par Bruxelles sont des versions "A" du chasseur américain : cette déclinaison, la plus légère, est conçue pour un atterrissage conventionnel sur une piste normale.



POLOGNE : COMMANDE DE 4 HELICOPTERES AW 101

L'industriel italien Leonardo a annoncé le 26 avril avoir reçu de la part de la Pologne la commande de 4 hélicoptères AW 101, pour 380 millions d'euros. Les appareils seront destinés à la marine polonaise. Leur livraison, prévue pour 2022, permettra à la marine polonaise de renforcer ses capacités de recherche et de sauvetage ou de lutte anti-sous-marine. L'intégration de ces appareils à des missions de l'OTAN pourra également être envisagée.



PROCHE & MOYEN ORIENT

ISRAËL: FIN DE LA PARTICIPATION A L'EXERCICE *ALLIED SPIRIT X*

L'armée israélienne vient de communiquer ce 27 avril la fin de sa participation à l'exercice *Allied Spirit X*. Celui-ci se tenait en Allemagne du 30 mars au 17 avril, et regroupait 5600 participants de 15 pays différents, notamment les Etats-Unis d'Amérique, l'Allemagne ou le Royaume-Uni. Israël a pour l'occasion envoyé le bataillon de reconnaissance de sa brigade parachutiste, ainsi que la compagnie Orev (anti-char) de la brigade Golani et une unité d'infanterie du corps du génie. Il s'agit de ce fait du premier déploiement au niveau bataillonnaire des forces de défense israéliennes à l'étranger.

L'exercice *Allied Spirit X* consistait en une série d'opérations servant à maintenir un certain niveau opérationnel des forces, améliorer leurs compétences mais aussi faciliter l'interopérabilité entre des forces multinationales. Cet entraînement est à mettre en parallèle avec l'annonce faite l'année dernière de l'impréparation des forces israéliennes à l'éventualité d'une guerre. Les exercices se sont depuis multipliés - notamment en ce début d'année 2019, aussi bien sur terre que sur mer - de même que des demandes de hausse du budget se sont fait entendre.

IRAN: REMPLACEMENT DU COMMANDANT DES GARDIENS DE LA REVOLUTION

Dimanche 21 avril, l'ayatollah Ali Khamenei a remplacé le chef du Corps des gardiens de la Révolution (CGR) Mohammad Ali Jafari. Ce remplacement arrive quelques jours après la désignation par les États-Unis du CGR comme organisation terroriste étrangère. Occupant le poste depuis septembre 2007, Jafari dirigera le quartier général culturel et social du Hazrat Baqiatollah al-Azam. C'est le brigadier général Hossein Salami qui le remplace. Commandant adjoint depuis 2009, Salami a rejoint le CGR pendant la guerre Iran-Irak, qui a duré de 1980 à 1988. Selon la presse iranienne, il commandait plusieurs unités dans l'ouest de l'Iran et dans la



région du Kurdistan. Après la guerre, il occupa plusieurs postes importants au sein du CGR, notamment celui de chef d'état-major adjoint et de commandant des forces aériennes du CGR.

Créé par l'Ayatollah Ruhollah Khomeiny en 1979, le CGR est plus qu'une force militaire. C'est un empire industriel doté d'un poids politique directement rattaché au Guide. Estimé à près de 125 000 « militaires » et ayant une composante terrestre, marine, et aérienne, le CGR commande aussi les Basij, une force paramilitaire religieuse de volontaires. Il est aussi en charge des programmes d'armements balistiques iraniens et de sa force de projection extérieure Al-Qods est présente sur les terrains irakien, syrien et libanais.

TURQUIE: LA DIPLOMATIE SOUS PRESSION

C'est l'ensemble des positions turques au Moyen Orient qui ont été défiées cette semaine, sur le plan à la fois diplomatique et militaire, ainsi que sur différents théâtres.

Premièrement, les efforts de la Turquie pour créer des bases militaires autour de la péninsule arabique qui ont été menacés par les événements récents au Soudan. En effet, la diplomatie turque a perdu un allié précieux en la personne d'Omar al-Bashir, puisqu'un accord avait été conclu pour l'île de Suakin au large du Soudan. Cette île devait recueillir des investissements de la part de l'agence turque pour le développement TIKA. Toutefois, elle doit aussi faire office de base militaire, complétant ainsi les dispositifs turcs au large de la péninsule arabique : à l'Est, avec la base de El Rayyan proche de la base aérienne Al Udaïd au Qatar ; au Sud-Ouest, avec l'île de Suakin au Soudan ; au Sud, avec la base somalienne de Mogadiscio. Si l'instabilité au Soudan a menacé les accords concernant l'île, ils devraient être, *in fine*, maintenus.

Deuxièmement, l'entente opportuniste avec la Russie sur le dossier syrien a montré des signes de faiblesse cette semaine. Avant le sommet d'Astana/Nursultan, le représentant de la Russie auprès des Nations Unies, Safronkov, avait souligné l'instabilité de la région d'Idlib, en raison de la présence de militants de Hayat Tahrir al-Sham. Si le président Poutine a tempéré le propos, déclarant refuser pour le moment une offensive sur Idlib, c'est du représentant syrien Bashar Jaafari que la



pression est venue. Ce dernier a ainsi comparé la présence des forces turques en Syrie à l'occupation du Golan par les Israéliens.

SYRIE : NOUVEAUX COMBATS DANS LA POCHE D'IDLEB

Depuis septembre 2018, la région d'Idleb est instituée zone de non-affrontement entre les forces du régime de Bachar al-Assad soutenu par les Russes et les rebelles de l'armée syrienne libre, soutenus par les Turcs. Le mouvement jihadiste Hayat Tahrir al-Cham a profité de cette accalmie pour prendre possession de la majeure partie de la région si bien que le 13 mars 2019 la ville de Lattaquié, plus important fief du régime syrien, fut bombardée par ces mêmes djihadistes.

Vendredi 26 avril, Hayat Tahrir al-Cham récidive : des missiles sont tirés sur la base aérienne russe de Hmeimim. Ce dimanche, des explosions sont également recensées dans la zone de Jableh, non loin de Lattaquié, causées par la défense aérienne contre des drones tentant de cibler la base de Hmeimim. Entre temps, le groupe terroriste a tué vingt-deux militaires pro-régime dans une attaque sur les sites de Khan Tuman et Zammar au sud d'Alep. Le nombre de victimes militaires pro-régime s'élève à présent à cinquante-huit depuis le 20 avril selon l'Observatoire Syrien pour les Droits de l'Homme (OSDH).

En représailles, l'aviation russe a mené des raids sur plusieurs localités dont neuf sur Al-Lataminah. Des hélicoptères ont également conduit deux frappes sur cette même ville, vraisemblablement ciblées sur des dépôts d'armes et de munitions. Environ une quinzaine de pertes civiles sont à déplorer dans ces bombardements. L'OSDH rapporte également plusieurs frappes de roquettes en provenances des forces syriennes de Bachar al-Assad sur des localités au nord de Hama. Bien que les délégations iranienne, turque et russe, réunies ce Vendredi à Astana/Noursultan, aient réaffirmé leur volonté de maintenir la zone de désescalade à Idleb, elles ont également indiqué vouloir éliminer les mouvements jihadistes en son sein. La trêve semble fortement compromise.



RUSSIE

RUSSIE/RDPC : RENCONTRE HISTORIQUE ENTRE KIM JONG UN ET VLADIMIR POUTINE.

Jeudi 25 Avril dernier s'est tenu à Vladivostok, en Russie, le premier sommet entre le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un et son homologue russe Vladimir Poutine. Une rencontre qui s'est voulue chaleureuse, basée sur la volonté commune de tisser une nouvelle relation partenariale. Dans l'esprit du dirigeant nord-coréen, toujours isolé, il était également question de trouver dans son ancien allié de Guerre froide un nouvel appui géopolitique.

En outre, la dénucléarisation de la péninsule a été discutée, comme précédemment lors du sommet de Hanoï entre Pyongyang et Washington. Un sommet qui s'était révélé infructueux, Donald Trump ayant estimé que les garanties quant au processus de dénucléarisation étaient au demeurant insuffisantes, excluant en conséquence une levée partielle des embargos érigés par l'Union Européenne et les Nations Unies à l'égard de Pyongyang depuis 2006. A Vladivostok, Russes et Coréens ont fait preuve de bonne volonté, resserrant des liens historiques.

La volonté russe de prendre part au règlement de la question coréenne s'était déjà manifestée avec la création d'une feuille de route sino-russe dans laquelle Moscou souhaitait voir une levée des sanctions internationales. Donald Trump a salué la volonté de Moscou de participer au règlement de la question nucléaire, alors que les Etats Unis et Pyongyang demeurent dans une impasse diplomatique depuis février dernier.

« ONE BELT, ONE ROAD »: VLADIMIR POUTINE EN CHINE POUR LA CONFERENCE SUR LES NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE.

Vladimir Poutine est arrivé le 25 avril à Pékin pour participer au Forum sur les nouvelles routes de la soie. Il a pu, à cette occasion, rencontrer son homologue chinois Xi Jinping. Plus de 40 dirigeants internationaux et près de 5000 professionnels étaient attendus pour la seconde édition de ce cycle de conférences. Ce Forum est d'un grand retentissement pour l'économie mondiale ; interrogée par



Libération, Alice Ekman, chercheur à l'IFRI, estime que ce fut l'occasion pour la Chine de rebattre les cartes du jeu de la mondialisation. Selon les mots de l'ambassadeur de la Fédération de Russie en Chine, Andreï Denissov, le président Vladimir Poutine devait y présenter « sa vision de la coopération internationale dans le cadre de l'initiative OBOR (les nouvelles routes de la Soie, « One belt, one road ») et des initiatives d'intégration qui y sont liées ». En cherchant à accréditer l'idée que ce projet d'envergure ne saurait être un jeu à somme nulle.

L'agence chinoise Xinhua précisait le 22 avril les perspectives de ce Forum, axées autour d'un processus d'ouverture, d'inclusion et de développement commun, refusant la logique d'un bloc fermé, ou d'un « club chinois ». Si le projet des routes de la soie traverse l'Europe, et concerne même la France, notamment le port de Marseille (Jean-Yves le Drian s'est d'ailleurs rendu à ce forum), la présence de Vladimir Poutine devait prouver l'importance de l'alliance russo-chinoise. La Russie n'est pas directement partie prenante du projet des nouvelles routes de la soie. En effet le projet de ligne ferroviaire à grande vitesse Moscou-Kazan a été annulé par le gouvernement russe. Cependant, un accord de coopération a été signé en mai 2018 entre l'Union économique eurasiatique et la République populaire de Chine. De plus, le Forum fit de nombreuses références à la sixième édition du salon Chine-Eurasie EXPO qui s'était tenu à la fin de l'année dernière à Urumqi, en Chine.

Depuis plusieurs années, la Chine se classe en tête des échanges extérieurs avec la Russie ; l'année dernière, le commerce entre les deux pays a atteint 108 milliards de dollars. Selon Denissov, ces investissements de longue durée sont de plus en plus fréquents pour la Fédération de Russie. L'ambassadeur a également confié à l'agence de presse Gazeta que sur les 70 projets clés de coopération, (représentant 120 milliards de dollars), 15 étaient déjà lancés, dans les domaines culturels, agroalimentaires, touristiques, mais aussi, dans des domaines plus géopolitiques, par exemple la construction de centrales nucléaires et électriques, et le développement des techniques spatiales (exploration et intervention dans l'espace).

La veille du Forum, l'ambassadeur de Chine en Russie a déclaré aux médias russes que la coopération devrait atteindre 200 milliards de dollars dans les années prochaines. C'est donc avec la volonté de « construire des ponts » que Vladimir Poutine a participé au Forum.



LA RUSSIE PRÊTE A VENDRE DES AVIONS DE COMBAT A LA TURQUIE.

Les forces armées turques ne recevront probablement pas les avions de combat F-35A américains. En effet, Washington refuse que les F-35A quittent le sol américain tant qu'Ankara ne renonce pas à se procurer des systèmes de défense aérienne russe S-400. La Turquie recevra les premiers S-400 en juillet prochain d'après le directeur de *Rosoboronexport*, l'agence chargée des exportations d'armes russes, Aleksandr Mikheev. Pour Washington et l'OTAN, la Turquie ne peut pas à la fois employer des F-35A américain et des systèmes S-400, qui sont incompatibles. D'après *Air Force Times*, "si le F-35A vole à proximité du système S-400, au fil du temps, il sera possible de collecter les caractéristiques de furtivité sensible de cet avion et en apprendre davantage sur ses capacités". Ankara, en se munissant de S-400, est sur le point de déclencher une crise au sein de l'Alliance atlantique. D'autres pays membres de l'OTAN utilisent des systèmes de défense aérienne, mais il s'agit de modèles plus anciens, comme le S-300, avec des capacités moins développés en terme de puissance de calcul. La Turquie ne peut aujourd'hui plus reculer en ce qui concerne l'achat des S-400. La Russie a donc proposé de vendre des avions de combat de 5e génération Su-57 Frazor aux forces armées turques. M. Mikheev a confirmé que la Russie serait prête à engager des discussions à ce sujet. Toutefois, le ministre turc de la défense, Hulusi Akar, affirme être certain de recevoir les F-35A, qui n'ont pas l'autorisation pour le moment de quitter les Etats-Unis même s'il dit penser à un "plan B" en cas d'échec de la livraison.



NOTRE EQUIPE :

AMERIQUE : Xavier Marié, Simon Roche, Boris Delagenière, Thomas Péan, Clémence Cassé, Lucie Haigneré, Salomé Sifaoui

AFRIQUE : Jean Galvé, William Lenfant, Sabil Zeroual, Edouard Josse, Camille De La Rochère, Ilan Garcia

ASIE - PACIFIQUE : Mathilde Tison, François-Xavier Le Quintrec, Gauthier Birkui, Aurélien Debièvre, Vincent Bernard-Lafoucrière, Fanny Hantute

EUROPE : Cyrille Bricout, Solène Moitry, Christophe Granata Goldman, Sara Valeri, Maxime Tamburello, Benjamin Helman, François Gaüzère-Mazauric, Paul Marion

PROCHE ET MOYEN ORIENT : Tanguy Sirot, Luc Vincent, Naël Madi, Côme Allard de Grandmaison, Constance Parpex, Cyril Blanchard

RUSSIE : Justine Gadon-Ferreira, Suzanne Kaltenbach, Lucille Laurent, Anne Maurin, Clara Arnaud

Direction éditoriale newsletter : Justine Gadon-Ferreira, Christophe Granata Goldman, François Gaüzère-Mazauric, Boris Delagenière, Simon Roche